



— 30 mars 2017 / Mis à jour le 31 mars 2017 à 7h19

Lac Saint-Pierre: accueil à la fois optimiste et méfiant



BRIGITTE TRAHAN
Le Nouvelliste

Partager



Le gouvernement du Québec a annoncé dans son budget, mardi, de l'aide directe et indirecte pour l'écosystème du lac Saint-Pierre qui est en très mauvais état au point où une soixantaine d'espèces sont présentement menacées ou vulnérables.

Une somme de 14 millions \$ sur 5 ans sera allouée au ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques pour la conservation de cet écosystème et la protection de sa biodiversité, dont 2 millions \$ en 2017-2018.

Le lac Saint-Pierre recevra aussi une aide indirecte puisque le gouvernement consacrera 42,4 millions \$ à «l'agriculture novatrice, dont l'agriculture biologique et à la transformation alimentaire» ainsi que 14 millions \$ pour favoriser une réduction de l'utilisation des pesticides.

Si les nouvelles semblent bonnes et créent l'optimisme, elles suscitent aussi un certain degré de méfiance.

Le président de l'Association des pêcheurs commerciaux du lac Saint-Pierre, Roger Michaud, se réjouit des investissements, mais ne cache pas une certaine méfiance quant à la façon dont les sommes seront utilisées, notamment pour relancer la «durabilité des pêcheries».

«Le seul hic, pour moi, c'est la bureaucratie. Quand il y a des subventions, les ingénieurs ont la mine du crayon toujours plus noire», fait valoir celui qui est aussi maire de Maskinongé. «Si l'on prend tout cet argent pour le milieu, je dis bravo, mais les vautours ne sont jamais loin», croit-il.

Du côté de la Fédération de l'UPA du Centre-du-Québec, le président, Daniel Abel, estime que les annonces représentent de bonnes nouvelles, «mais tout réside dans le comment ces sommes seront utilisées», estime-t-il, une question à laquelle le député de Maskinongé, Marc H. Plante ne pouvait pas répondre, jeudi, prévoyant plutôt que ces informations vont commencer à sortir au cours de l'été.

«Est-ce que ça va tout régler? On verra», dit-il, très satisfait que son gouvernement ait fait un pas dans la bonne direction.

Daniel Abel, lui, estime que les sommes annoncées démontrent que le gouvernement a compris le signal envoyé par le milieu agricole qui ne veut pas être le seul à faire les frais des interventions à réaliser pour redonner la santé au lac Saint-Pierre. La FUPACQ espère décrocher une part des sommes pour mettre en action des

projets de bandes riveraines, cet été, ainsi que son plan de protection phytosanitaire.

M. Abel estime que les sommes annoncées «sont un peu de saupoudrage». Les actions qui pourront être posées à l'aide de ces investissements seront donc «de la même dimension», fait-il valoir.

L'agriculture, rappelons-le, a tout récemment été pointée du doigt par les maires riverains en regard du rôle négatif qu'elle joue dans la mauvaise santé du lac Saint-Pierre depuis qu'elle a intensifié la culture du maïs et du soja sur les rives du Saint-Laurent.

Les maires riverains du lac Saint-Pierre avaient du même coup lancé un appel à la concertation.

De son côté, le président de l'UPA de la Mauricie, Jean-Marie Giguère, avait alors plaidé que les municipalités avaient elles aussi un travail à faire. Il faisait notamment référence aux déversements des eaux usées de la Ville de Montréal dans le fleuve et aux municipalités qui n'ont toujours pas de système d'épuration ou qui sont aux prises avec des épisodes répétés de surverses de leur système.

Les 53 organismes qui forment la Table de concertation régionale du lac Saint-Pierre, dont font partie les deux UPA régionales, ont fait savoir, jeudi, qu'ils sont prêts à «participer activement à la réalisation d'actions concrètes».

Plusieurs mesures font consensus parmi eux et la Table a déposé un plan d'action au ministère qui comprend la protection des milieux humides, la remise à l'état naturel des secteurs identifiés comme prioritaires et l'amélioration de la cohabitation entre l'agriculture et la faune en zone inondable.

«L'important, c'est qu'on travaille tous ensemble et que tout le monde ait les mêmes objectifs», estime le député Plante. La Table, de son côté, «est convaincue que cette aide financière tant attendue sera utilisée de manière optimale pour mettre en oeuvre le plan d'action».

Budget: rien pour les régions, selon le PQ

Le président régional du Parti québécois en Mauricie, Martin Beaudry, déplore que le gouvernement libéral ait complètement

raté la cible en présentant un budget sans aucune mesure structurante pour les régions.

«Bien que les budgets aient progressé en raison de l'ajout du Fonds d'appui au rayonnement des régions, ces montants ne permettent même pas de rattraper ce que nous avons perdu en matière de développement régional au cours des trois dernières années», observe-t-il.

Celui-ci se dit extrêmement déçu de l'absence de vision des libéraux dans le dossier d'Internet haute vitesse en région.

«Et il n'y a rien dans ce budget pour les régions ressources», a conclu celui qui parle d'un «budget de rafistolage».

Avec Marc Rochette

